

## LA GRÈVE DU 26 À TRAVERS LES DEGRÉS.

La FSU 92



Janvier 2021

### SOMMAIRE

#### P.1 EDITO

P.1 L'austérité budgétaire toujours de mise pour 2021

P.2 Une rentrée sous tensions dans les collèges et lycées des Hauts de Seine

P.3 Un budget pour saupoudrer...

P.4 Tract unitaire

### ACTUALITÉ FSU 92

Fsu - ENGAGÉ-ES AU QUOTIDIEN  
Fédération Syndicale Unitaire 92

3Bis rue Waldeck Rocher

92000 NANTERRE

FSU92@fsu.fr

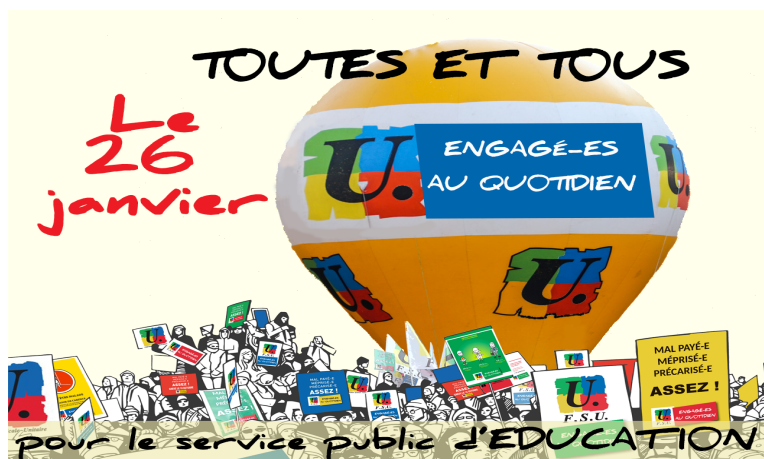
<https://fsu92.fsu.fr>



@FSU92

#### Responsables de la publication :

Isabelle Genty, Pascal Houdu,  
co-secrétaires départementaux.



## Édito

La FSU 92 vous présente ses meilleurs voeux pour 2021. Pour commencer cette année, nous souhaitons faire un tour d'horizon des raisons qui nous amènent à être en grève ce mardi 26 janvier prochain quelle que soit notre place dans l'éducation Nationale. Voici donc les raisons de la grève vue par trois de nos syndicats.

## L'austérité budgétaire toujours de mise pour 2021

La loi de programmation de la recherche (LPR) parue le 24 décembre dernier au JO devait, selon les dires de Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieure et de la recherche, représenter un « effort sans précédent ». Il en va tout autrement dans le quotidien des personnels de l'université de Nanterre qui sont toujours confrontés à un manque de moyens budgétaires et humains qui les empêche de remplir au mieux leurs missions de service public.

Comme chaque année, la non-intégration du GVT (glissement vieillesse technicité) dans l'évolution de la subvention versée par l'État contraint l'université à ne pas ouvrir l'ensemble des postes dont elle pourrait disposer et à ne pas remplacer une partie des collègues ayant obtenu une mutation ou ayant fait valoir leur droit à

la retraite. Il ne s'agit pas de suppressions de postes, comme dans d'autres administrations, mais d'un « gel » durable qui, année après année, se traduit par une diminution du nombre d'emplois titulaires, une dégradation du taux d'encadrement et, à l'inverse, une progression des emplois précaires (contractuels et vacataires). Pour l'année 2021, ce sont ainsi 39 supports de poste enseignant ou enseignant-chercheur qui seront gelés, soit à peu près la moitié des départs constatés.

Pour dire non à cette austérité budgétaire prolongée, pour continuer à signifier leur opposition à la LPR et pour protester contre la gestion ministérielle inconséquente de la crise sanitaire dans l'ESR, les personnels de l'université de Nanterre doivent être les plus nombreux possibles à se mettre en grève et à participer à la journée d'action du 26 janvier prochain au coté de nos camarades de l'Éducation Nationale.

**TEXTE SNESUP-FSU - Université de Nanterre**

<https://www.facebook.com/snesupfsu/>  
<https://twitter.com/SnesupFsu>



## Une rentrée sous tensions dans les collèges et lycées des Hauts de Seine

Alors que les effectifs continuent d'augmenter, environ 900 élèves en plus, les moyens accordés stagnent et ne répondent pas aux besoins. Plus encore, une grande partie des augmentations est financée par une forte hausse des heures supplémentaires qui atteignent un taux de 13,30 % en lycée. Conséquence, de nombreuses postes, y compris occupés seront supprimés.

En collège, les moyens horaire baissent légèrement, alors que les classes sont déjà surchargées. Les collèges en Éducation prioritaire sont tout particulièrement touchés et doivent donc arbitrer entre maintenir des classes à effectifs réduits et maintenir des dispositifs d'aide aux élèves en difficultés. C'est inacceptable.

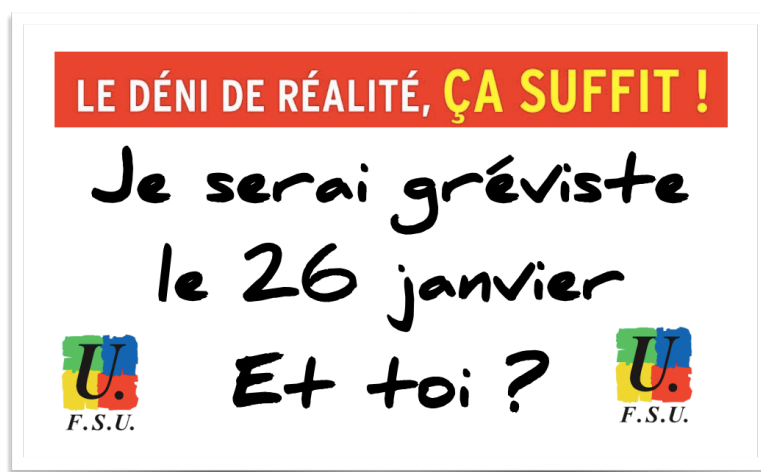
En lycée, les classes de 35 élèves et plus deviennent la norme alors que la réforme réduit les possibilités de cours en demi-groupes. Le système des spécialités et les marges insuffisantes créent des tensions entre disciplines et menacent les options et certains enseignements, comme les langues à faible diffusion et les options artistiques. La réforme, loin d'enrichir l'offre de formation, la réduit et remet en cause l'ambition d'une école émancipatrice pour tous.

1. <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid154060/lpr-discours-de-frederique-vidal-a-l-assemblee-nationale.html>
2. Pour plus de précisions, voir la motion adoptée en CNESER à l'initiative de la FSU : <https://www.snesup.fr/article/motion-budget-motion-presentee-au-cneser-plenier-du-24-novembre-2020>

## Un budget pour saupoudrer...

Dans le premier degré, le 92 est doté de 20 postes supplémentaires pour la rentrée prochaine avec une prévision d'effectifs de moins 1 500 élèves. Cependant, depuis 2008, les

conditions d'apprentissage et de travail dans les écoles se sont énormément dégradées avec la suppression massive de postes, la réduction de la formation, l'augmentation des tâches de direction etc... Si on ajoute à cela la situation sanitaire et les conséquences du confinement sur la scolarité des élèves, notamment les plus fragiles, qui ont creusé encore davantage les inégalités, cette dotation reste largement insuffisante. Nous pouvons malheureusement déjà affirmer que la vie dans les écoles ne va donc pas s'améliorer de manière significative. C'est pour cette raison que le SNUipp-FSU avec la FSU revendiquent un plan d'urgence. Aucune marge de manœuvre pour la DASEN qui va devoir fermer des postes classe. La réussite de tous les élèves n'est pas une vraie priorité nationale. Cette dotation ne permettra pas d'améliorer le temps de décharge de toutes les directrices et directeurs de manière significative, elle ne permettra pas de reconstruire les RASED décimé durant les années 2007-2012, ni de permettre des départs en formation spécialisée en nombre suffisant. Alors que les RASED sont indispensables pour réduire les inégalités scolaires, ils sont rarement complets quand ils ne sont pas tout simplement absents dans certaines zones. Cette dotation ne permettra pas non plus de créer des postes surnuméraires dans les écoles pour travailler autrement, elle ne permettra pas non plus d'abonder le nombre de remplaçants. Le budget ne permettra pas non plus de créer des postes de personnel permettant d'aider au bon fonctionnement des écoles. Plus que jamais dans les écoles, dans ce contexte de crise sanitaire, la baisse des effectifs, le besoin d'enseignant surnuméraire et la présence de personnels non-enseignant est nécessaire pour permettre aux écoles de fonctionner correctement. La politique du gouvernement se limite à du saupoudrage alors qu'un véritable plan d'urgence est nécessaire. Plus que jamais, alors qu'ils sont méprisés par leur ministre, le fonctionnement des écoles ne repose que sur l'implication et le professionnalisme des enseignants auprès de leurs élèves.



TEXTE SNUipp

<https://92.snuipp.fr>

# **mardi 26 janvier** **salaires, moyens,** **conditions de travail :** **toutes et tous en grève !**



## **Les inégalités continuent à se creuser et les réformes menées par le ministre les aggravent.**

Les moyens consacrés à l'éducation ne sont pas à la hauteur des exigences, la situation sanitaire en est un révélateur flagrant.

Afin de baisser les effectifs par classe à court et moyen terme et de prendre en compte l'état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail, il faut en urgence engager les recrutements nécessaires, notamment en recourant aux listes complémentaires.

Nos organisations partagent la préoccupation du maintien de l'ouverture des lieux scolaires. Elles alertent cependant sur la nécessité d'anticiper l'ensemble des scénarios en fonction de l'évolution de la situation sanitaire. La mise en œuvre d'une protection renforcée des personnels et des élèves doit être planifiée dès à présent.

### **⚡ La revalorisation prévue est insuffisante !**

- seulement 400 millions d'euros
- une minorité des personnels concernés
- AED et AESH en sont exclus

### **⚡ Nos organisations exigent**

- l'abandon des suppressions d'emplois
- un rattrapage des pertes salariales subies grâce à un plan pluriannuel de revalorisation
- des créations de postes à la hauteur des besoins

### **⚡ Halte aux attaques**

- le Grenelle du ministre vise à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et les statuts des enseignant-es
- le ministère s'attaque à l'éducation prioritaire en projetant d'abandonner une politique de territoires au profit d'une contractualisation avec chaque école ou établissement scolaire !
- avec le projet de loi 4D le gouvernement veut engager une opération de déconstruction du service public d'éducation !

## **Les organisations appellent les personnels à**

- ⚡ poursuivre les mobilisations en cours
- ⚡ s'engager dans l'action et à préparer une grève le mardi 26 janvier pour exiger des créations de postes, une autre politique éducative, des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières dans l'éducation
- ⚡ se réunir pour débattre localement et construire dès maintenant une dynamique de mobilisation par des actions et initiatives locales, motions et courriers collectifs auprès des IA-DASEN, des Recteurs, du gouvernement

